

Nature de l'acte : 5.4

N° 2026 04 446

Mis en ligne le ..08/04/2026.

Transmis le ..08/04/2026.

**ARRÊTÉ PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE À MME CHRISTINE CARRERE,  
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DÉLÉGUÉE AUX RESSOURCES HUMAINES ET AU DIALOGUE SOCIAL**

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L.2122-18 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales (CGCT),  
Vu la délibération n°1 du Conseil municipal du 21 mars 2026 relative à l'installation du Conseil municipal,

Vu la délibération n°2 du Conseil municipal du 21 mars 2026 relative à l'élection du Maire,

Vu la délibération n°3 du Conseil municipal du 21 mars 2026 relative à la détermination du nombre d'adjoints au Maire fixée à 9,

Vu la délibération n°4 du Conseil municipal du 21 mars 2026 relative à l'élection des Adjoints au Maire,

Vu la délibération n°6 du Conseil municipal du 27 mars 2026 relative aux délégations du Conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n°17 du Conseil municipal du 27 mars 2026 relative aux indemnités de fonction des élus,

Vu la délibération n°18 du Conseil municipal du 27 mars 2026 relative à la majoration des indemnités de fonction des élus,

Considérant que Mme Christine CARRERE est conseillère municipale déléguée aux ressources humaines et au dialogue social auprès de M. le Maire,

Considérant qu'afin d'assurer une bonne administration des affaires communales, il y a lieu de procéder à une délégation de fonctions et de signature du Maire au bénéfice de Mme Christine CARRERE, conseillère municipale déléguée,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 -**

Délégation permanente de fonctions et de signature est donnée à Mme Christine CARRERE, sous la surveillance de Monsieur le Maire, dans les domaines relatifs à sa délégation, en particulier s'agissant des actes, formulaires et attestations liés à la gestion du personnel communal, qu'il soit fonctionnaire ou contractuel (nomination, avancement, position statutaire, retraite, radiation, ...).

**ARTICLE 2 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 3 -

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, adressé à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées, et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Lourdes, le 8 avril 2026

Le Maire,



Thierry LAVIT

Notifié le .....  
 Par courrier recommandé envoyé le .....  
 Par remise en main propre  
 Par mail envoyé le .....  
Je soussigné(e).....  
Signature : .....

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le  
Tribunal Administratif de PAU  
Cours Lyautey - 64000.PAU  
dans un délai de deux mois.